



SMAST CGT

<http://smast-cgt.fr/>

Commission administrative paritaire (CAP) des attaché.e.s d'administration de l'Etat

Compte rendu de la séance du 7 avril 201

La séance est ouverte par Joël Blondel directeur des ressources humaines, président de la CAP des AAE. Quatre nouveaux représentants de l'administration ont été nommés.

La CGT fait une déclaration liminaire pour enjoindre la DRH des ministères sociaux de mettre en œuvre les recommandations du « [Guide pratique pour une communication publique sans stéréotype de sexe](#) » publié par le Haut Conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes. Le Haut Conseil encourage en effet les institutions publiques à utiliser une communication égalitaire, voire à signer une « Convention d'engagement pour une communication publique sans stéréotype de sexe ». Trois exemplaires « papier » du guide ont été distribués au directeur des ressources humaines, président de la CAP des AAE, et au bureau gestionnaire des AAE.

Après une déclaration liminaire de l'UNSA, la CAP entame l'ordre du jour.

D'autres points ont été abordés d'entrée de jeu :

- **Primes** : La DRH a engagé un travail pour réduire les écarts de rémunération accessoire existant entre membres du corps des AAE appartenant aux mêmes grades. L'objectif étant de faire de telle sorte que les AAE soient traités de manière équitable.
- **Doctrine d'emploi** : le DRH a signé ce jour une lettre de mission ayant pour objet d'établir une cartographie des postes existant dans le périmètre des ministères sociaux pour aboutir ensuite à un fléchage des postes destinés aux AAE.
- **Emploi de conseiller d'administration** : 83 postes de conseiller d'administration peuvent être occupés par des APAE. Une cartographie doit être établie. La DRH s'est engagée à faire des propositions avant la fin du 1^{er} semestre 2016. La CGT a mis l'accent sur le fait qu'au stade actuel le détachement sur l'emploi de conseiller d'administration n'est avantageux que pour les seuls APAE situés au 4^{ème} échelon de leur grade. Au-delà les déroulement de carrière sont plus longs dans l'emploi que dans le grade statutaire. Par ailleurs, la CGT a soulevé la question des conseillers d'administration bénéficiaire de l'échelon spécial et atteignant la limite de présence dans l'emploi (10 ans maximum). Le risque de décrochage indiciaire sera alors important si aucune mesure de passage vers l'échelon spécial du grade d'AAE HC n'est prise.

- **Accès au 3^{ème} grade** : La CGT a souligné que le corps des AAE est en train de devenir un corps pléthorique pour deux raisons : titularisation des contractuels dans le cadre de « Sauvadet » ; fermeture de l'accès au corps des inspecteurs du travail et à celui d'IASS aux agents des corps de catégorie B et réorientation de ces derniers de ce fait vers le corps des AAE, comme seul corps de débouché. Cette situation va à moyen terme saturer les échelons sommitaux des 2 premiers grades et plus particulièrement ceux du grade d'APAE. Il est donc impératif de trouver une solution à cette problématique qui va se poser très rapidement, et par voie de conséquence d'alléger les conditions d'accès au 3^{ème} grade (AAE HC).

ASSEMBLEE PLENIERE (LES 3 GRADES)

Point n° 1 : Approbation des procès-verbaux de la CAP compétente à l'égard du corps des attachés d'administration de l'Etat du 15 avril 2015 et du 19 juin 2015 : La CAP approuve les PV des CAP des 15 avril et 19 juin 2015.

Point n° 2 : Examen des titularisations dans le corps des AAE

Dans le cadre du concours « Sauvadet » trois dossiers sont reportés à la CAP du mois de juin, car les avis n'ont pas été transmis en temps et en heure à la DRH :

ALLEM	Moussa	DRJSCS Nord-pas-de-Calais	17/03/2015	100%	17/03/2016
GALLAND	Sebastien	Directce Lorraine	17/03/2015	100%	17/03/2016
LE MINOR	Sandrine	DRJSCS Poitou-Charentes	17/03/2015	100%	17/03/2016

La CAP vote à l'unanimité la titularisation des autres agent.e.s :

Nom	Prénom	Affectation	Date nomination	Date titularisation
ASSOGBA	Olivier	DGEFP	17/03/2015	17/03/2016
BACHET	Nicolas	DRJSCS Champagne-Ardennes	17/03/2015	17/03/2016
BAUDRY	Delphine	ARS Poitou-Charentes	17/03/2015	27/04/2016
CHANTOME	Nicolas	DRIHL - UT 93	17/03/2015	17/03/2016
COHADON	Nicole	DDCS Puy-de-Dôme	17/03/2015	17/03/2016
COQUELIN	Magali	ARS Rhône-Alpes	17/03/2015	17/03/2016
COUTURE	Roxane	CLEISS	17/03/2015	17/03/2016
DARRIEUMERLOU	Annick	DGS	17/03/2015	17/03/2016
DE CLERCK	Pascaline	DGOS (Cabinet avocat)	01/05/2015	01/05/2016

DURANT	Cecilia	DGCS (CNAOP)	17/03/2015	17/03/2016
DUVAL	Laurence	ARS Ile-de-France	17/03/2015	17/03/2016
EL MESTARI	Tayeb	DRJSCS Aquitaine-Limousin-Poitou-Charentes	02/04/2014	04/04/2016
FEINDEL	Nadine	CNDS (Centre national pour le développement du sport)	17/03/2015	17/03/2016
FOATA	Corine	ARS Corse	17/03/2015	17/03/2016
FOSSEY	Virginie	ARS Basse-Normandie	17/03/2015	27/04/2016
GARANCHER	François-Xavier	DGEFP	17/03/2015	17/03/2016
GAVAND	Virginie	DDCSPP 39 (SDFE)	17/03/2015	17/03/2016
GOMIS	Julie	DIGES - Délégation interministérielle "sports"	17/03/2015	17/03/2016
GOSELIN	Franck	DGEF (Ministère intérieur)	17/03/2015	17/03/2016
JESECK	Roxane	INJA	17/03/2015	17/03/2016
JOURDAN	Céline	ARS Languedoc Roussillon	17/03/2015	17/03/2016
KHELFA	Salima	INJEP-AFPEJA	17/03/2015	17/03/2016
KUDIN	Joséphine	DDCS Isère	02/04/2014	15/03/2016
LAMOUCHE	Jérôme	ARS Alsace	17/03/2015	17/03/2016
LAVILLE	Maira	DRJSCS Ile-de-France	17/03/2015	17/03/2016
LEFEBVRE	Marine	CLEISS	17/03/2015	17/03/2016
LESAICHERRE	Benoit	Directce Centre - UT 37	17/03/2015	17/03/2016
MALRIQ-VIGUIER	Fabienne	DRJSCS Picardie	17/03/2015	17/03/2016
MARTINEZ	Liliane	Directce Bourgogne	17/03/2015	17/03/2016
MENOUILLARD	Nadine	ARS Franche-Comté	17/03/2015	17/03/2016
MEYER	Laurence	EHESP (Ecole des Hautes Etudes en Santé Publique)	17/03/2015	17/03/2016
MOKRANI	Nabil	Centre National de Gestion	17/03/2015	17/03/2016
MORIERES	Jean	DIRECCTE Midi-Pyrénées - UT Hautes-Pyrénées	17/03/2015	17/03/2016
MOUETTE	Claire	EHESP (Ecole des Hautes Etudes en Santé Publique)	17/03/2015	17/03/2016
NUTTE	Ouarda	DGCS	17/03/2015	17/03/2016
PAILHOUX	Olivier	ARS Auvergne	17/03/2015	17/03/2016
PERRETTE	Stéphanie	ARS Basse-Normandie	17/03/2015	27/04/2016
ROMAIN	Odile	Centre National de Gestion	17/03/2015	17/03/2016
ROULA	Krim	DGEF (Ministère intérieur)	17/03/2015	17/03/2016

SERGEANT	Aurélie	ARS Poitou Charentes	17/03/2015	17/03/2016
VERDIER	David	INSEP	17/03/2015	17/03/2016
VERREY	Dominique	EHESP (Ecole des Hautes Etudes en Santé Publique)	17/03/2015	17/03/2016
VERT	Audrey	CLEISS	17/03/2015	17/03/2016
YOUNSI	Ordy	DRJSCS Ile-de-France	17/03/2015	17/03/2016

La CGT se félicite de la titularisation de **Tayeb El Mestari**, dossier qui avait fait l'objet d'une belle « bagarre » entre les organisations syndicales et l'administration lors de la CAP d'avril 2015.

Point n° 3 : Bilan des entrées/sorties dans le corps des AAE

Tableau des entrées et des sorties dans le corps

Un tableau des entrées et sorties dans le corps pour l'année 2015, sollicité par les représentants du personnels, a été présenté par l'Administration. A la lecture de ce document, on constate que le nombre total des entrées a été de 309 agents et que le nombre des sorties a été de 104, ce qui révèle un certain déséquilibre. La CGT a interrogé l'Administration sur le faible engouement des autres départements ministériels, établissements publics et collectivités territoriales pour les AAE des ministères sociaux. Elle a demandé à ce que cette question soit explorée et que les résultats de l'enquête soient ensuite exposés et discutés en CAP.

Le bilan des entrées/sorties dans le corps des attachés est **annexé au présent CR**.

Point divers :

La CGT aborde quatre points divers.

- Après avoir demandé un éclaircissement sur les fondements juridiques du fonctionnement de la CAP (décret du 28 mai 1982), la CGT a demandé un **point d'information sur le prochain dispositif « Sauvadet »**. La DRH rappelle que l'extension du concours au 31 mars 2013 est prévue dans la loi relative à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires qui va être publiée prochainement. La publication de la loi donnera le coup d'envoi d'un nouveau dispositif d'organisation du concours pour le ministère étalé jusqu'en 2018 (saisine des directions, recensement des éligibles, simulations, etc. La première épreuve devrait être organisée début 2017.
- La CGT a été alertée sur le recrutement d'une contractuelle sur le poste de **directrice régionale aux droits des femmes et à l'égalité d'Ile-de-France** (JO du 18/12/15 puis BIEP/poste exclusif titulaires). Il s'agit selon nos informations d'une nomination politique du cabinet Touraine, alors nous savons que plusieurs candidatures d'AAE correspondants au profil recherché ont été adressées à l'administration. Comment l'administration pourra-t-elle

justifier de ce recrutement alors que la circulaire « Lebranchu » du 22 juillet 2013 fait du recrutement d'un contractuel un cas exceptionnel, dérogatoire, qui peut se produire, mais dans des circonstances très codifiées. Alors que plusieurs agentes contractuelles du SDFE sont encore menacées de ne pas voir leurs contrats renouvelés, la CGT demande des explications ! En effet, il ne s'agit pas d'un poste « hautement spécialisé », les compétences existent dans l'administration pour remplir cette fonction. La réponse de l'administration reste évasive. On nous dit que « cela n'est pas encore fait ».

- La CGT intervient sur le cas d'une agente du secteur « affaires sociales santé » souhaitant obtenir rapidement une mutation sur Bordeaux dans le cadre d'un **rapprochement de conjoint** et demande à l'administration de trouver une solution.
- Enfin, **une VICTOIRE !** la CGT distribue en séance aux autres organisations syndicales et à l'administration copie d'un jugement du tribunal administratif de Lyon du 16 décembre 2015 dans l'affaire opposant Dominique Chetail à la DIRRECTE Rhône-Alpes. Dominique Chetail, attachée à la carrière exemplaire maintenant à la retraite, a été victime d'une maladie imputable au service, ce que l'administration n'a jamais voulu reconnaître. **La CGT a défendu Dominique Chetail devant plusieurs commissions de réforme** et, malgré un dossier totalement accablant pour l'administration, les différentes commissions n'ont jamais voulu reconnaître le lien entre le service et la maladie de notre collègue.

Le jugement du TA de Lyon nous donne raison, et rend justice à Dominique Chetail. Nous nous en félicitons. La CGT, qui a fait de la souffrance au travail suite aux RGPP et autres MAP et à la défense des agent.e.s devant les commissions de réforme l'un de ses chevaux de bataille, va communiquer sur ce jugement. En effet, l'argumentation du juge est intéressante et exploitable au delà de ce cas : **il admet un lien direct et certain entre les conditions de travail particulièrement dégradées et la maladie de l'agente et insiste sur un lien non exclusif.** On note que parmi les différents « considérant » figure un rapport d'audit sur le stress dans le service mis en cause, document remis dès la première commission de réforme. On note aussi toute l'importance des PV de CHSCT, de l'avis du médecin de prévention (quand même !), des avis des médecins hospitaliers et des témoignages de collègues et proches de l'agent.e. Nous le répétons une nouvelle fois : les commissions de réforme doivent écouter les représentants du personnel (NB pour la CAP des AAE, la CGT, la CFDT et l'UNSA travaillent ensemble pour la défense des agent.e.s en commission de réforme) et admettre que dans de nombreux cas des maladies ou des accidents sont imputables à une administration qui, de réforme en réforme, fonctionne maintenant en mode dégradé !

ASSEMBLEE RESTREINTE N° 1 (AAE + APAE)

Point n° 4 : Examen du **tableau d'avancement** au grade d'attaché.e principal.e d'administration de l'Etat au titre de l'année 2016 (**choix + examen professionnel**). La liste des lauréats de l'examen professionnel au grade d'attaché.e principal.e 2016 est adoptée à l'unanimité (1 agente CTSS est retirée de la liste, à noter que le poste ainsi libéré sera rajouté aux promotions au choix lors de la CAP de juin). Félicitations à nos collègues !

NOM - PRENOM	AFFECTATION
ANAT CANARD Sophie	Ministère des affaires sociales - DGCS
BAILLY Fabienne	DIRECCTE Bourgogne
BARET LE BOUCH Hélène	Ministère des affaires sociales - DGOS
BERGERAN Pierick	Ministère des affaires sociales - DGS
BIANCO Franck	DIRECCTE PACA - Unité territoriale des Bouches-du-Rhône
BIOTEAU TALAYA Clémence	DIRECCTE Ile-de-France - Unité territoriale des Yvelines
BOHEME Jean-Paul	Ministère des affaires sociales - Division des Cabinets
BOUVIER Sylvie	Ministère de la Ville - DJEPVA
CASANOVA Julien	DRJSCS Rhône-Alpes
CATHERINE Brigitte	Ministère des affaires sociales - DRH
CESARI Corinne	DIRECCTE de PACA - Unité territoriale du Var
CHAISE Catherine	DDCS de l'eure
CHOL Alexandra	DIRECCTE Ile-de-France
COEUGNART Véronique	DDCS du Nord
CONTENSSOU Lucie	DRJSCS Midi-Pyrénées
DEBEVER Adrien	Ministère des affaires sociales - DGOS
DELHAYE Eve	Ministère travail et emploi - DGT
DEMONCHY Valérie	DRJSCS Ile-de-France / DRDFE
DUCOURET Nathalie	DRJSCS Poitou-Charentes
DURAND Yannick	Ministère de la Ville - DS
ERLIHMAN Coline	DRJSCS Languedoc-Roussillon
FAUVET Pascale	DIECCTE de La Réunion
FRANCOIS RIQUOIR Angélique	DIRECCTE Lorraine - Unité territoriale des Vosges
GILBERT Déborah	Ministère travail et emploi - DGEFP
GRAZIANI Christophe	DIRECCTE de Corse
GUEDOT Magali	DIRECCTE Franche-Comté
ITURRIOZ Marie-Pierre	DIRECCTE Ile-de-France - Unité Territoriale de Paris
JOUSSET-ANTIPHON Nelly	Ministère des affaires sociales - DGCS
KOSZUL Marianne	Ministère travail et emploi - DGT
LAHITTE-LOUSTAU Marina	DIRECCTE de Corse
LAMBERT Maud	Ministère travail et emploi - DGEFP
LARDERET Séverine	DIRECCTE PACA - Unité Territoriale du Var
LELIEVRE Michèle	Ministère des affaires sociales - DREES
MAKDESSI Yara	Ministère des affaires sociales - DREES
MARCIAU GEORGIAULT Anne-Lise	DIRECCTE Pays de la Loire
MELMOUX Valérie	Ministère des affaires sociales - DRH
MORENO Eric	DIRECCTE Nord-Pas-de-Calais
NAVARRO GUERIN Valérie	Ministère de la Ville - DS
NONORGUE Marie	Cabinet du ministre de la ville, de la jeunesse et des sports
OTERO ARRUFAT Victor	Détaché établissement public
PATERNOSTER Olivier	DIRECCTE Champagne-Ardenne, UT de l'Aube

PENDEZEC Thierry	Ministère des affaires sociales - DRH
PETITIT Sabine	Ministère des affaires sociales
POUGHEON Julue	Ministère des affaires sociales - DSS
RAUX Philippe	DIRECCTE Centre
SEGARD BOUTEILLER Marie	DIRECCTE Nord-Pas-de-Calais
STOVEN Pascale	DRJSCS Nord-Pas-de-Calais
TANGUY Glenn	Ministère travail et emploi - DGT
TONNES Marion	Ministère des affaires sociales - DGCS
VINSONNAUD Cyril	Ministère des Affaires sociales - DAEI
VIVIEN Stéphanie	Ministère des affaires sociales - MNC
YOPPA NDJEUDJI PAILLER Nelly	ARS Océan Indien

Promotion au choix : la « short list » proposée par l'administration est votée à l'unanimité. Il y avait 391 promouvables pour 18 postes !

	Nom, Prénom	Affectation
1	BELLEC Magali	DFAS
2	BOISGUERIN Bénédicte	DREES
3	VEDRINE Nelly	DRH
4	SEPREZ Nadine	IGJS
5	POTARD Michelle	DSI
6	RIVOAL Laurence	DGT
7	PARISOT Albert	DGEFP
8	KIEFFER Béatrice	ARS Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine
9	GALMICHE Rachel	DRDJSCS Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine
10	BONY Marlène	DRDJSCS Auvergne-Rhône-Alpes
11	CIBERT-GOTHON Michelle	DRDJSCS Auvergne-Rhône-Alpes
12	LACROIX Michelle	DRDJSCS Ile-de-France
13	D'ANZI Christine	DIRECCTE Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine
14	AUBERGEON Christophe	DIRECCTE Bourgogne-Franche-Comté
15	JAULT Elisabeth	DIRECCTE Ile-de-France - UD 78
16	MIQUEL Sylvie	DIRECCTE Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées
17	SAM-LONG Sylvie	DIECCTE La Réunion
18	MENDES Fernand-Georges	CLEISS

La CGT demande à ce que soient mentionnés au PV quatre noms qu'elle espère retrouver l'année prochaine dans les promotions, compte-tenu de l'excellence de leurs dossiers :

- Jérôme Roy (DFAS)
- Sylvie Baile (DICOM)
- Myriam Ressayre (DRH)
- Joël Loire (DJSCS La réunion)

Par ailleurs, la CGT souhaite que pour un certain nombre de nos collègues attaché.e.s en fin de carrière une promotion « bâton de maréchal » soit prévue par la DRH, comme cela a été longtemps la tradition. L'administration admet qu'il s'agit désormais d'un « petit vivier ». La CGT demande donc qu'une analyse et qu'un geste soit fait pour ce « petit vivier » au cas par cas. Il s'agit en effet de permettre à nos collègues de **partir à la retraite dans de meilleures conditions financières**.

Point n° 5 : Examen des **demandes d'intégration** dans le grade d'attaché d'administration de l'Etat après détachement ou directe.

Les intégrations ci-dessous sont votées à l'unanimité.

Nom - Prénom	Grade	Administration d'origine	Date d'effet d'intégration	Affectation
BECKER Emmanuel	conseiller d'éducation populaire et de jeunesse classe normale	ministère de la ville, de la jeunesse et des sports	01/05/2015	DRDJSCS Normandie à voir poste transféré
BULLY Frédéric	inspecteur du travail	ministère du travail, de l'emploi	01/05/2015	DIRECCTE Provence-Alpes-Côte d'Azur en qualité de responsable du service communication
CARPENTIER Sylvie	conseiller d'éducation populaire et de jeunesse classe normale	ministère de la ville, de la jeunesse et des sports	01/05/2015	DRDJSCS Nord Pas-de-Calais Picardie en qualité de responsable régionale de formation initiale et continue et conseiller mobilité carrière
CROCHARD Arnaud	conseiller d'éducation populaire et de jeunesse classe normale	ministère de la ville, de la jeunesse et des sports	01/05/2015	DRDJSCS Normandie en qualité de conseiller en développement de la vie associative depuis 2014
EL HARCHI Nora	conseiller d'éducation populaire et de jeunesse classe normale	ministère de la ville, de la jeunesse et des sports	01/05/2015	DRDJSCS Aquitaine-Limousin-Poitou Charentes (exerce depuis le 01/07/2016 les fonctions de référente régionale du service civique site de Poitiers)
MARTINEAU Isabelle	inspectrice du travail	ministère du travail, de l'emploi	01/05/2016	DIRECCTE Auvergne-Rhône Alpes en qualité de cheffe du service formation/concours
ROYER Nadine	ingénieur de recherche 2ème classe	ministère de l'éducation nationale	01/05/2016	DJEPVA en qualité d'adjointe au chef de division des ressources humaines, des finances et de la logistique depuis le 01/06/2012

Noms - Prénoms	Corps d'origine	Date de prise en charge	Direction d'affectation	Date effet intégration
BOSSUET Chantal	professeur certifié	01/03/2015	INTEFP CIF 93	01/05/2016
De LABRUSSE Jean	Attaché territorial	12/05/2012	DS	01/05/2016

HENRY Méline	attaché territorial	08/05/2015	DIRECCTE Bourgogne Franche Comté	08/05/2016
JEAN Rebecca	attaché territorial	01/05/2015	DJEPVA	01/05/2016
SAUVETRE François	attaché territorial	06/01/2014	Direction des affaires juridiques	01/05/2016
TONNES Marion	inspecteur des finances publiques	01/05/2013	DGCS	01/05/2016

Point n° 6 : Examen des demandes d'accueil en détachement dans le grade d'attaché d'administration de l'Etat.

NOM - PRENOM	Grade d'origine	Administration d'origine	Date de prise de fonctions souhaitée	Affectation prévue	Poste Publié
ABDOUNI Sarah	ingénieur d'études de 2ème classe	ministère de l'éducation nationale	14/04/2016	DREES	chargé d'études et d'enquêtes statistiques (fiche de poste publiée sur la BIEAC n° 2784 le 12/01/2016)
DILLENCHNEIDER Emilie	professeur certifié classe normale (en disponibilité)	ministère de l'éducation nationale	01/04/2016	DDCS de l'Allier (SDFE)	déléguée départementale aux droits des femmes et à l'égalité (fiche de poste publiée sur la BIEP n° 119330 le 20/10/2015)
FANZAR Latifa	attaché territorial	conseil départemental de la Seine-Saint-Denis	28/04/2016	DRH	adjoint au chef de la section des personnels contractuels des réseaux territoriaux (fiche de poste publiée sur la BIEAC n° 2734 et sur la BIEP n° 122993)
FRASSI Mathilde	conseiller d'éducation populaire et de jeunesse classe normale	ministère des affaires sociales et de la santé	01/04/2016 ou 01/05/2016	DDCS des Hauts-de-Seine	déléguée départementale aux droits des femmes et à l'égalité

KLEIN Thomas	conseiller d'éducation populaire et de jeunesse classe normale	ministère des affaires sociales et de la santé	01/05/2016	DRDJSCS Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine site de Nancy	chargé d'études statistiques emploi/formation coordonnateur de formation
MODIGLIANI-CHOURAQUI Carole	attaché territorial	mairie de Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis)	18/05/2016	DGCS	chargé de mission "sport, culture, médias" (fiche de poste publiée sur la BIEAC n° 2592 le 12/10/2015 et sur la BIEP n° 120744 LE 13/11/2015)
PLATTARD Claire	attaché territorial	conseil général de l'Ardèche	01/09/2016	ARS Auvergne Rhône-Alpes	responsable du service "prévention et promotion de la santé" au sein des délégations départementales de l'Ardèche et de la Drôme (fiche de poste publiée à la BIEP n° 124566)
TIENVROT Flavie	ingénieur d'études de 2ème classe	ministère de l'éducation nationale	01/05/2016	DJEPVA	responsable du pôle administratif et financier à la mission d'animation du fonds d'expérimentations pour la jeunesse
WIERNIK Harvey	inspecteur des finances publiques	AP-HP	01/04/2016	DGOS	chargé de mission synthèse budgétaire et appui au pilotage financier (fiche de poste publiée sur la BIEAC n° 2790 le 12/01/2016 et sur la BIEP n° 124169)

Les organisations syndicales font remarquer que pour plusieurs postes des candidatures d'attaché.e.s du ministère ne sont pas retenues et s'en étonnent. Ce n'est pas la première fois. Certaines directions (en particulier la DGCS) utilisent les attaché.e.s territoriaux comme une variable d'ajustement au plafond d'emploi.

Les directeurs changent mais pas les pratiques ! Pour plusieurs noms l'administration n'obtient pas l'unanimité.

Point n° 7 : Examen des mouvements effectués dans le cadre du corps interministériel à gestion ministérielle (CIGEM) pour le grade d'attaché d'administration de l'Etat et de demandes de mutation

Le mouvement de Marco GERACI (services du PM, « Sauvadet ») sera examiné lors de la CAP de juin. Les autres mutations sont actées.

NOM - PRENOM	Administration d'origine	Affectation	Date d'effet
BAYSSET-CHELLY Marie	ministère de l'éducation nationale académie de Créteil)	direction des sports	11/04/2016
DEPINCE Sandrine	ministère de l'éducation nationale	division des cabinets	01/04/2016
PITON Alexis	ministère de l'éducation nationale	DJEPVA	01/04/2016

Nom, Prénom	Affectation actuelle	Date d'affectation	Affectation demandée
CATANAS Jean-Luc	DIRECCTE IDF - UT 77	01/04/2016	DGEFP
DANGIN Sylvain	CREPS Vichy Auvergne	01/04/2016	CREPS Ile-de-France
DAVOUST Anne-Hélène	DIRECCTE Champagne-Ardennes en position de disponibilité depuis le 01/09/2013	01/04/2016	DGEFP

La CGT intervient fermement pour la mutation urgente d'un couple de Guyane vers la métropole. La DRH nous indique que cette mutation sera examinée lors de la CAP de juin.

Point n° 8 : Examen d'un recours

Dans le cadre d'un recours sur le CR d'examen professionnel, l'administration propose une modification à minima du CR. Les organisations syndicales - qui n'ont malheureusement pas été saisies par l'agente - proposent une modification plus substantielle. Les deux parties n'arrivent pas à se mettre d'accord. Chaque proposition obtiendra 5 voix.

ASSEMBLEE RESTREINTE N° 2 (APAE + AAEHC)

Point n° 9 : Examen des demandes d'intégration dans le grade d'attaché principal d'administration de l'Etat après détachement ou directe

Noms - Prénoms	Corps d'origine	Date de prise en charge	Direction d'affectation	Date effet intégration
BAYON Florence	directrice adjointe du travail	01/05/2015	DIRECCTE Aquitaine-Limousin-Poitou Charentes	01/05/2016
THIERRY Alexandra	attachée principale territoriale	01/05/2015	ARS Nord-Pas de Calais Picardie	01/05/2016

Point n° 10 : Examen des demandes d'accueil en détachement dans le grade d'attaché principal d'administration de l'Etat

La CGT, ainsi que les autres organisations syndicales, a voté favorablement pour :

NOM - PRENOM	Administration d'origine	Grade d'accueil	Date de prise de fonctions souhaitée	Affectation prévue
HARCHIN Julia	conseil général du Pas-de-Calais	APAE	01/06/2016	DDCS du Pas-de-Calais

En revanche, la CGT et la CFDT, ont voté contre 4 autres demandes d'accueil en détachement dès lors qu'elles étaient en concurrence avec des candidatures internes qui elles ont été rejetées pour des motifs difficilement acceptables.

Vos élu-e-s à la CAP des attaché-e-s

Robert Gutierrez	01 40 56 50 19	robert.gutierrez@sante.gouv.fr
Daniel Anghelou	01 40 56 86 66	daniel.anghelou@social.gouv.fr
Lydie Vinck	01 44 38 24 22	lydie.vinck@travail.gouv.fr
Olivier Roche	01 53 86 10 13	olivier.roche@social.gouv.fr